

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

**SON EXCELLENCE MME SYLVIE LUCAS,
AMBASSADEUR, REPRESENTANTE PERMANENTE DU LUXEMBOURG
AUPRES DES NATIONS UNIES
PRESIDENTE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**REMARQUES DE CLOTURE
SYMPOSIUM DE HAUT NIVEAU DE VIENNE
“ACCOUNTABLE AND TRANSPARENT DEVELOPMENT COOPERATION:
TOWARDS A MORE INCLUSIVE FRAMEWORK”**

Vienna, le 13 novembre 2009

Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous arrivons à la fin de ce premier symposium préparatoire du Forum pour la coopération en matière de développement. Nous avons passé deux journées intenses, au cours desquelles nous avons pu échanger nos expériences et perspectives respectives. Deux journées de réflexion notamment sur la responsabilité mutuelle en matière de coopération pour le développement, mais aussi sur la transparence et l'efficacité de l'aide, la coopération Sud-Sud et la cohérence des politiques.

Si nous ne pouvons certes prétendre d'avoir trouvé des réponses à toutes les questions soulevées, je retire de ce débat de nombreuses recommandations, qui nous inspireront alors que nous avançons dans la préparation du Forum de 2010, et qui nous permettront, j'espère, lors du DCF de l'année prochaine de faire des progrès concrets.

Je ne vais pas tenter de résumer nos débats. Je voudrais me limiter à faire quelques remarques concernant plus particulièrement le rôle du Forum pour la coopération en matière de développement.

En tant que Présidente du Conseil économique et social, je ne puis que me réjouir de ce que beaucoup d'entre vous voient un rôle concret et continu pour le DCF dans le domaine de la responsabilité mutuelle. Ce rôle va au-delà de la phase de préparation du Forum de 2010, l'examen de cette question devant, à vos yeux, faire l'objet d'une attention continue du DCF et prendre la forme la plus concrète possible.

Je retire également de nos discussions des attentes certaines quant au rôle du Forum dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la cohérence des politiques. Il s'agit toutefois de deux domaines où il importe de prendre en compte les nombreuses sensibilités politiques et avancer vers une convergence des points de vue. La prochaine Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, qui se tiendra du 1^{er} au 3 décembre 2009 à Nairobi fournira un apport important à ce sujet, y compris pour mieux définir le rôle potentiel du DCF.

Un autre message que je retiens de nos débats est qu'il est essentiel pour le DCF de mobiliser et d'engager largement, encore plus largement qu'à présent, les différents acteurs de la coopération en matière de développement : engager efficacement les Etats Membres des Nations Unies, bien sûr ; engager largement les parlementaires, les gouvernements locaux et la société civile et construire des partenariats avec les institutions qui travaillent dans les domaines pour lesquels vous avez identifié un rôle pour le DCF. Je rajouterai que le DCF doit également engager davantage le secteur privé, cela sera en tout cas aussi un de nos objectifs.

Par ailleurs, il est largement acquis que le DCF doit fonder ses travaux et ses débats sur des analyses indépendantes et de haute qualité, qui soient également bien informées par les différentes initiatives et points de vue des différents acteurs.

Un autre message émanant de nos discussions est qu'il est essentiel que les travaux et débats du DCF soient solidement ancrés dans les réalités au niveau des pays. Il doit tirer les leçons des expériences au niveau national et suivre les progrès qui y sont faits. Nous devons aussi tous veiller à diffuser largement les résultats issus de ses travaux de façon à ce qu'ils résultent dans des changements réels dans les politiques et des pratiques de coopération pour le développement.

Le DCF doit de plus clairement aller au-delà des trois thèmes dont nous avons débattu ces derniers jours: de la responsabilité mutuelle, de la coopération Sud-Sud et triangulaire, et de la cohérence des politiques. Il doit examiner les grandes tendances de la coopération en matière de développement, l'impact des chocs que nous vivons – telles les crises financière et économique, la crise de l'énergie, et celle de la sécurité alimentaire, ainsi que des tendances de fonds telles que la lutte contre le changement climatique. Nous devons nous pencher sur les répercussions de ces changements sur la quantité de l'aide, sa répartition et la façon dont elle répond aux besoins des pays en développement et de la société civile.

Enfin, les débats de ces deux journées ont confirmé les grands espoirs que vous placez dans ce que le DCF représente et ce qu'il peut réaliser. Nous en retirons une grande énergie pour poursuivre le cours de ses préparatifs.

Je vous remercie.